

D É C I S I O N

QUÉBEC

RÉGIE DE L'ÉNERGIE

D-2011-174

R-3699-2009

16 novembre 2011

PRÉSENTS :

Marc Turgeon

Louise Rozon

Lucie Gervais

Régisseurs

Hydro-Québec

Demanderesse

et

Intervenants dont les noms apparaissent ci-après

Décision sur les frais des intervenants – phase 2

Demande d'Hydro-Québec par sa direction Contrôle des mouvements d'énergie dans ses fonctions de coordonnateur de la fiabilité au Québec visant l'adoption des normes de fiabilité et l'approbation des registres identifiant les entités et les installations visées par les normes et le guide des sanctions

Intervenants :

- Énergie La Lièvre s.e.c. et Énergie Brookfield Marketing s.e.c. (ÉLL/EBM);
- Newfoundland and Labrador Hydro (NLH);
- Ontario Power Generation (OPG);
- Rio Tinto Alcan inc. (RTA).

1. INTRODUCTION

[1] Le 2 juin 2009, la demanderesse, Hydro-Québec, par sa direction Contrôle des mouvements d'énergie (HQCMÉ), dans ses fonctions de coordonnateur de la fiabilité au Québec (le Coordonnateur)¹, demande à la Régie de l'énergie (la Régie) :

- d'adopter des normes de fiabilité proposées par la North American Electric Reliability Corporation (la NERC²);
- d'approuver un registre des entités visées par les normes de fiabilité;
- d'approuver un registre des installations visées par les normes de fiabilité;
- de prendre acte du dépôt de matrices d'application des normes de fiabilité;
- d'approuver le guide des sanctions relatif à l'application des normes de fiabilité (le Guide des sanctions).

[2] Dans sa correspondance du 27 septembre 2010, la Régie informe les participants que le traitement de la demande d'approbation du Guide des sanctions est reporté à une date ultérieure, dans le cadre d'une phase 2 du dossier³.

[3] Dans sa correspondance du 16 décembre 2010, la Régie informe notamment les participants du calendrier de traitement du dossier et des enjeux qu'elle souhaite voir débattre en phase 2⁴. Ces enjeux sont :

- les modalités prévues au Guide des sanctions;
- la date d'entrée en vigueur du Guide des sanctions;
- les mécanismes de dépôt des prochaines normes de fiabilité (les Mécanismes de dépôt de normes);
- le processus de consultation préalable au dépôt des normes de fiabilité pour adoption par la Régie (le Processus de consultation préalable).

¹ La direction Contrôle des mouvements d'énergie est désignée Coordonnateur de la fiabilité au Québec par la Régie dans sa décision D-2007-95. À la suite d'ajustements organisationnels subséquents effectués à Hydro-Québec, cette désignation est modifiée, dans un premier temps, par la direction Contrôle et exploitation du réseau (D-2010-106), puis par la direction Contrôle des mouvements d'énergie (D-2011-132).

² La NERC est l'organisation internationale de fiabilité pour l'Amérique du Nord.

³ Pièce A-36, page 2.

⁴ Pièce A-40.

[4] Le 21 avril 2011, le Coordonnateur dépose sa preuve amendée⁵.

[5] Le 14 septembre 2011, la Régie rend sa décision D-2011-139 sur les Mécanismes de dépôt de normes et sur le Processus de consultation préalable. Elle reporte le traitement de la demande d'approbation du Guide des sanctions et la fixation de sa date d'entrée en vigueur et demande aux intervenants de déposer, le cas échéant, dans les 30 jours une demande de paiement pour les frais intérimaires encourus pour la phase 2 du dossier.

[6] Par la présente décision, la Régie statue sur les demandes de paiement de frais intérimaires pour la phase 2.

2. DEMANDE DE PAIEMENT DE FRAIS

[7] Les 13 et 14 octobre 2011, les intervenants RTA et ÉLL/EBM déposent des demandes de paiement de frais pour le traitement de la phase 2. Les frais réclamés sont respectivement de 10 521,97 \$ et de 9 642,86 \$.

[8] Au soutien de leur demande, ces intervenants rappellent qu'ils ont participé à la préparation des documents Guide des sanctions, Mécanismes de dépôt de normes et Processus de consultation préalable et que ces documents, déposés par le Coordonnateur, constituent une proposition commune.

⁵ Pièce B-56.

[9] Dans sa correspondance du 24 octobre 2011, le Coordonnateur soumet à la Régie qu'il n'a pas de commentaire sur les demandes de paiement de frais des intervenants ÉLL/EBM et RTA.

[10] La Régie note que les intervenants utilisent le *Guide de paiement des frais des intervenants 2009* pour préparer leur demande de paiement de frais. La Régie rappelle à nouveau⁶ que ce guide est entré en vigueur après le dépôt de la demande du Coordonnateur datée du 2 juin 2009. En conséquence, la Régie révisé les frais réclamés, sur la base du guide alors en vigueur. Ainsi, les frais admissibles sont de 9 630,50 \$ pour ÉLL/EBM et de 9 052,67 \$ pour RTA.

[11] La Régie reconnaît le caractère utile des interventions d'ÉLL/EBM et de RTA et elle juge raisonnables les frais admissibles.

[12] Le tableau suivant présente les frais réclamés, les frais admissibles et les frais octroyés pour chaque intervenant dans le cadre de la phase 2.

TABLEAU 1
FRAIS DES INTERVENANTS
(taxes incluses)

Intervenants	Frais réclamés (\$)	Frais admissibles (\$)	Frais octroyés (\$)
ÉLL/EBM	9 642,86	9 630,50	9 630,50
RTA	10 521,97	9 052,67	9 052,67
Total	20 164,83	18 683,17	18 683,17

⁶ Décision D-2011-139, page 14, paragraphe 56.

[13] **Pour ces motifs,**

La Régie de l'énergie :

OCTROIE à ÉLL/EBM et à RTA les frais indiqués au tableau 1 de la présente décision;

ORDONNE au Coordonnateur d'effectuer, dans les 30 jours, le paiement des frais octroyés par la présente décision.

Marc Turgeon
Régisseur

Louise Rozon
Régisseur

Lucie Gervais
Régisseur

Représentants :

- Énergie La Lièvre s.e.c. et Énergie Brookfield Marketing s.e.c. (ÉLL/EBM) représenté par M^e Pierre Legault et M^e Paule Hamelin;
- Hydro-Québec représentée par M^e Carolina Rinfret;
- Newfoundland and Labrador Hydro (NLH) représentée par M^e André Turmel;
- Ontario Power Generation Inc. (OPG) représentée par M^e Louise Cadieux;
- Rio Tinto Alcan inc. (RTA) représentée par M^e Pierre Grenier.